

le monde libertaire

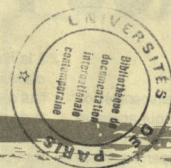
Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

18 AU 24 AVRIL 1991

N° 824

10,00 F



EDITORIAL

Les Kurdes crèvent des massacres, du froid, de la faim et de ces caisses humanitaires parfois mal parachutées. Pendant ce temps-là, la France se passionne pour ses scandales politico-financiers, mettant en cause petits juges et ministre de la Justice. Certes, il est scandaleux de voir combien à l'annonce d'un scandale politique le pouvoir bloque les rouages de l'institution judiciaire, comme cela a été le cas pour le juge Jean-Pierre, enquêtant sur le financement du Parti socialiste par Urba-Gracco. Mais, que l'on ne s'y trompe pas, les démolés d'un magistrat avec le pouvoir politique ne peuvent masquer les maints scandales constituant le lot classique d'une justice de classe, qui n'a aucun scrupule à jeter derrière les barreaux voleurs de cyclomoteurs et autres justiciables. Et ne parlons pas des détenus récalcitrants, que l'on « casse » physiquement et moralement, comme si à la détention infligée devait s'ajouter nécessairement d'autres contraintes.

La droite, qui sur les magouilles financières - et en son temps sur les manipulations de la Justice - ne fût guère ni plus limpide ni plus rigoureuse, tente de donner des leçons. Cela prêterait à rire si les prisons n'étaient pas pleines, les bavures si fréquentes et si avec les beaux jours, les expulsions de squatters n'allaient reprendre en masse. Et au retour du printemps, les œuvres charitables, comme les Restaurants du cœur, ferment boutique, pendant que les scandales de quelques « gros », faisant partie d'un même cercle d'initiés, amusent la galerie.

Le financement des partis politiques, qui est au centre de l'affaire Urba-Gracco est un casse-tête pour « nos » coquins d'élus, toujours en quête du meilleur plan pour ramasser de l'argent en vue de leur réélection. Il est vrai que le métier de politicien demande le pactole : sans argent, pas de carrière sous les lambris dorés du Parlement et des divers ministères. Se contenter des cotisations militantes ne suffit pas toujours, surtout à une époque où les individus semblent ne point trouver grand intérêt à la chose politique. Combien de militants comptent « nos » grands partis ? Poser la question est déjà un acte subversif ! Mettre un bémol aux gesticulations politiciennes serait peut-être une grande décision, et éviterait de trop grandes dépenses, et par conséquent les magouilles. Hélas, la place est trop bonne et, on le sait, la politique a horreur du vide... Alors pour que d'autres n'aient pas la tentation d'occuper le terrain, on a le petit cirque... à coups de millions !

1^{er} Mai 1991,
comme chaque année,
venez manifester à Paris avec
la Fédération anarchiste,
à partir de
la place de la Bastille

(horaire et trajet vous seront indiqués ultérieurement)

T2137 - 824 - 10,00 F



Fop 2520

DES REFUGIES KURDES MENACES D'EXPULSION

France... terre d'asile ?

A Bordeaux, 23 demandeurs d'asile déboutés sont en grève de la faim, certains depuis le 3 avril. Ils sont expulsables vers la Turquie, alors que la plupart sont d'origine kurde, et que, pour cela, ils seront inquiétés, arrêtés, voire même torturés à leur retour. Résidant en France depuis une dizaine d'années pour certains, ils ne revendiquent pourtant qu'un statut légitime. Comment en sont-ils arrivés à cette extrémité ?

Depuis plusieurs années, nous assistons à une campagne de dénigrement sur le droit d'asile en France et en Europe. On veut nous faire croire qu'il y a de « vrais » et de « faux » réfugiés politiques, les « faux » étant en fait des réfugiés économiques. La classification est évidente ! Ces « faux-malhonnetes » réfugiés, provenant tous de pays démocratiques, viennent uniquement dans le but de profiter sans scrupule de la France et de ses nombreux avantages : le travail clandestin, la flexibilité de l'emploi, la protection tendance « bavures » de la police...

Pour effectuer un tri « nécessaire » dans les dossiers et pour rassurer les contribuables, inquiets de cette invasion, le gouvernement a pris des mesures énergiques concernant l'examen des demandes d'asile auprès de l'Office français pour la protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA). Le processus d'accélération d'examen des dossiers, qui pouvait apparaître comme une décision positive, se traduit en fait par un rejet presque systématique des demandes : l'OFPRA va ainsi épurer les stocks ! Quant aux nouveaux dossiers, ils



seront traités en trois mois ! Sachant que l'étude d'un dossier de demandeur d'asile nécessite des recherches sérieuses dans le pays d'origine, la liquidation d'un dossier en trois mois, relève de l'exploit... ou de la supercherie. On peut, en effet, douter de l'efficacité des méthodes de l'OFPRA, demandant de la part des réfugiés des certificats de torture en bonne et due forme. Bilan : 120 000 demandes, 90 000 refus.

En ce qui concerne Bordeaux, les 23 déboutés se sont vus refuser le statut et ce

rejet a été confirmé par la commission des recours. Le préfet a donc entamé une procédure à leur encontre.

A l'heure de la mobilisation pour venir en aide aux Kurdes réprimés en Irak, l'attitude des législateurs français apparaît quelque peu décalée ! Dans ces conditions, la grève de la faim laisse encore plus de perspectives « qu'un retour au pays » !

Autour des grévistes, s'est mis en place sur Bordeaux un large comité de soutien auquel participe la Fédération anarchis-

te. Au moment où toutes les populations bien-pensantes se mobilisent pour défendre un sacro-saint « droit international », mobilisons-nous pour offrir des chances de vie à ceux qui les ont perdues ailleurs pour des raisons auxquelles ce même « droit international » n'est pas étranger. Dénouons la politique gouvernementale mise en place par l'OFPRA, qui force à la clandestinité ou à la précarité !

Groupe Emma-Goldman
et individus associés

AU REGARD DE LA SCIENTOLOGIE

Sectes : l'heure de la contre-attaque

Le samedi 2 février 1991, dans son magazine, Radio-Campus (91.4), qui émet du campus de Villeneuve-d'Ascq depuis bientôt 22 ans, recevait la présidente-fondatrice de l'ADFI, Lydwine Ovigneur, et Michel, qui fut membre pendant deux ans de l'Eglise de Scientologie. Depuis plus de quinze ans, l'ADFI s'occupe de la défense de l'individu et de son entourage contre les sectes.

Radio-Campus : Lydwine Ovigneur, pourquoi avoir créé cette association ?

Lydwine : Je l'ai fondée en 1975 avec Mme Delplanck, pour ce qui concerne l'association de la région lilloise. En 1974, ma nièce était entrée chez Moon ; je l'ai vue se dépersonnaliser peu à peu. J'ai donc créé une association de défense contre la secte Moon. Nous avons très vite reçu beaucoup de demandes concernant d'autres organisations sectaires ou totalitaires. De plus mon travail à la DDASS en milieu ouvert m'a permis de constater que le cas de ma nièce était loin d'être isolé, ce qui peut expliquer mon action présente.

RC : Quest-ce que votre association ?

Lydwine : C'est avant tout un centre d'accueil pour les familles et les personnes voulant se renseigner. Nous avons une documentation riche de 15 ans d'expérience, de témoignages vécut, de documents internes aux sectes.

RC : Quelle population est touchée par les sectes ?

Lydwine : Elles touchent toutes les classes sociales et tous les âges, avec un public différent suivant les organisations. Moon et la Nouvelle Acropole touchent plus des étudiants, avec maintenant les Témoins de Jéhovah qui jusqu'alors se limitaient aux milieux populaires. On trouve des quinquagénaires chez les raéliens.

La course au fric

RC : Comment entre-t-on dans une secte ?

Lydwine : Elle se présente toujours sous un aspect très séducteur. Vous posez des questions, vous avez des aspirations, en un mot vous êtes curieux. Vous constituerez une proie de choix pour la secte.

RC : Michel, tu as donc passé deux ans au sein de l'Eglise de Scientologie. Quels attraits possède-t-elle ?

Michel : La Scientologie a différents attraits. Ce peut être une recherche spirituelle et métaphysique. C'est aussi un reflet scientifique avec une technique, la dianétique qui somme toute, fonctionne bien. Ça peut être aussi une recherche de connaissance de soi : on vous propose des tests de personnalité redoutables qui vous mettent face à vos problèmes. Le scientologue aura évidemment la réponse à ces problèmes qu'il appelle la « ruine » de la personne (la Scientologie, comme la plupart des sectes, possède un vocabulaire très particulier). Effectivement, j'ai acheté le bouquin de « dianétique » dans un supermarché. J'ai une formation scientifique de base. Ça m'a plu, je me suis renseigné dans un centre de dianétique. A partir de là... La dianétique est un excellent moyen de séduction qui permet d'attirer à la Scientologie même des gens sans problème, simplement curieux.

RC : Première phase, séduire. Et ensuite ?

Lydwine : L'individu obtient une réponse à son problème ou sa question. Il en vit donc mieux. L'entourage le ressent aussi.

Alors la secte joue sur la confiance et crée une dépendance. Elle sape tout esprit critique, elle nie tout libre-arbitre et fait s'écrouler tout système de défense. On coupe ensuite l'individu de son passé, on détruit ses liens affectifs et son identité. Par exemple en Scientologie, comme partout, il faut beaucoup d'argent. On s'endette donc auprès de ses amis sans pouvoir jamais les rembourser. Quel meilleur moyen de se couper d'eux ?

Michel : Plus on avance, plus ça coûte cher. Par exemple, pour en arriver au niveau « auri 8 » (en gros pouvoir sortir de son corps et faire des choses fantastiques), il faut un million de francs, alors que les premiers cours de dianétique sont à moins de 100 francs de l'heure, soit trois fois moins chers et aussi efficaces qu'une psychanalyse. On te demande d'abord d'adhérer à des choses simples et pas chères, comme la dianétique qui, comme technique, fonctionne honnêtement. Un cours d'éthique à 500 francs pour savoir où tu en es. Et ça continue, de plus en plus cher, des week-ends, des cours, du matériel... Le piège est de donner son accord sur des choses simples, et qui le refuserait ?

(suite page 2)

Sectes : l'heure de la contre-attaque

(suite de la Une)

Lydwine : On a reçu récemment témoignage d'un jeune homme qui après un mois de dianétique avait déjà retiré 12 000 francs de son livret d'épargne, d'une femme qui après quatre mois en était à 40 000 francs !

Michel : Le premier gros truc, c'est la « réparation de vie » : deux week-ends durant lesquels tu dois résoudre un gros problème : 20 000 francs, et encore c'est un prix promotionnel, parce que tu es toujours quelqu'un de bien à qui on fait des faveurs (20 000 francs au lieu de 34 000 francs ! L'affaire !).

Lydwine : Quand tu prends un cours, avant de l'avoir fini, on t'amène à en prendre un autre encore plus formidable !

Michel : Tes moyens financiers, on les connaît dès les premiers questionnaires et entretiens. On te demandera donc plus ou moins d'argent. Tu rentreras même si tu es chômeur. Tu travailleras à sauver la planète (10 heures par jour, et à raison de 200 francs par semaine, et ceci sans couverture sociale), dans une équipe pour le moins dynamique, tu seras « cadre » et tu auras des cours gratuits (vu les prix, c'est intéressant).

Lydwine : Je reçois chez moi au moins une fois par mois ce test de personnalité. Il faut savoir qu'il est dangereux.

Michel : Tu le remplis, tu vas le rendre. On te propose un bouquin auquel dans l'ensemble tu accrocheras. Si on a trouvé ton problème, on te propose un cours. Généralement, tu ne ressorts pas d'un entretien sans avoir fait un chèque. On était formé à faire ça. C'est d'ailleurs pour ça que je fais du commercial maintenant. J'arrivais à soustraire un chèque de 20 000 francs à un mec en moins d'une demi-heure !

RC : A part l'argent, quel autre moyen de couper l'adepte du monde ?

Lydwine : On pousse la personne à avoir un langage différent des autres, de manière à rendre impossible la communication. On en parlait pour la Scientologie :

à la fin du livre de Ron Hubbard sur la dianétique se trouve un dictionnaire qu'il faut connaître par cœur. Ça permet ensuite de programmer littéralement les individus, en jouant sur ses émotions, et d'en faire de nouveaux esclaves.

RC : Qu'est-ce que le Celebrity Center ?

Michel : La Scientologie doit toucher les gens de toutes les manières possibles. Il y a des structures spéciales pour les enfants, les cadres dans les entreprises, des livres, des tests. Le Celebrity Center entre dans ce cadre-là. C'est un peu le côté salon de la Scientologie. Il est fait pour recevoir et former des gens de très haut niveau, des artistes (Julia Miguenez, Xavier Deluc...).

La Scientologie en France

RC : A quoi t'exposes-tu en témoignant ainsi, vis-à-vis de ces amis que tu avais dans la Scientologie ?

Michel : Pour eux, je suis coupable de haute trahison. Dans le bouquin de Hubbard, quelqu'un qui dénigre publiquement l'organisation est passible de tout : mensonges, rumeurs, calomnies, jusqu'aux représailles physiques. Vous êtes « personne suppressive ». Cette idée, il y a un an, m'aurait rendu malade.

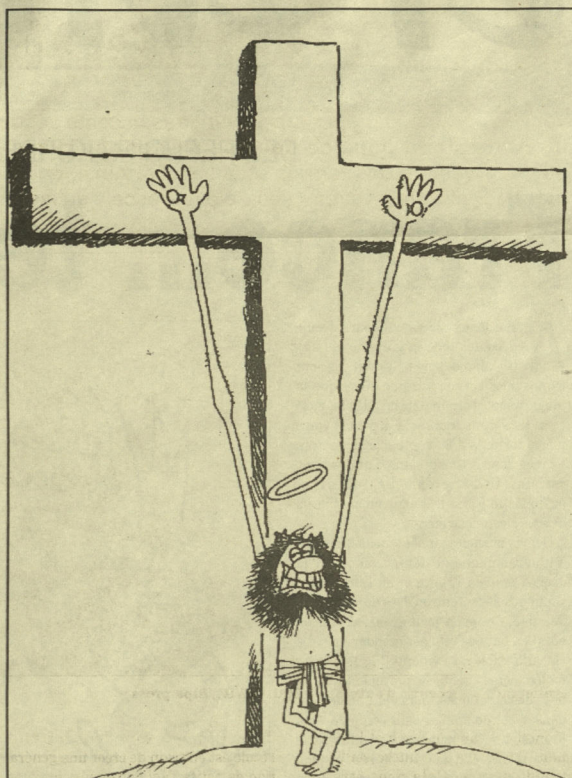
Lydwine : Dans toutes les sectes, à l'inverse de la séduction, il y a la menace d'exclusion, d'excommunication. Il faut lire à ce sujet le livre de Julia D'Arcondo, *Voyage au centre d'une secte*.

Michel : Le bouquin est introuvable suite à des pressions de la Scientologie sur l'éditeur. Ça se passe en 1991, en France !

RC : Qu'est-ce que représente la Scientologie en France ?

Lydwine : Environ une douzaine de centres.

Michel : Au centre de Lille, en deux ans et demi d'existence, il y a environ 300 dossier de gens qui ont au moins pris un cours. Le fichier est d'ailleurs assez fan-



tastique. Il ont même un service de renseignements. Aux Etats-Unis, ils ont même réussi à prendre des papiers dans le bureau du FBI.

RC : Est-ce que rentrer dans une secte c'est le contraire d'un idéal ?

Michel : Non, c'est un idéal, mais frelaté, détourné, utilisé.

Lydwine : Les spiritualités orientales, elles existent. Elles se basent sur des textes sacrés, les Vedas, par exemple. Mais elles sont détournées par de faux gouroux qui ont falsifié ces textes. C'est le cas de Krishna, Matadji, Mahikari, Maharadji... Tous ces textes ont été détournés pour satisfaire la volonté de puissance du gourou, pour légitimer son pouvoir.

RC : On ne voit plus beaucoup toutes ces sectes. D'où cela vient-il ?

Lydwine : Pour Krishna, il y a un problème particulier : il y a quelques années leur dirigeant en France s'est enfui avec la caisse. Ils s'en sont trouvés complètement désorganisés. Ils commencent seulement à s'en relever. Mais il y a un phénomène plus général. En 1980, il y a eu le suicide collectif de Guyana : 1 000 personnes tuées, et pas toutes de leurs propres mains. Les gouvernements ont commencé alors à s'inquiéter du problème. Les sectes ont changé d'attitude. Alors qu'elles avaient tendance à se marginaliser par les vêtements et le mode de vie, elles sont rentrées dans la norme. Plus de robe orange et de crâne rasé pour les Krishnas, disparition de la vie

communautaire, rapprochement de la famille chez Moon. Maintenant, le chef de Moon-France est au Parlement européen (Pierre Ceyrac, candidat FN à la Mairie de Lille en 1988).

RC : Donc, les sectes réussissent à se donner une image respectable.

Lydwine : Bien sûr, elles le recherchent. Ça fait partie de la séduction.

RC : Vous éditez une revue ?

Lydwine : Oui, le Bulletin pour l'étude des sectes, *Bulles*, qu'on peut se procurer par abonnement. Les deux prochains numéros traiteront des sectes pseudo-catholiques.

Comment sort-on d'une secte ?

RC : Comment ressort-on d'une secte ?

Michel : Généralement sans un sou et sans un copain. A cela s'ajoute la désillusion de s'être rendu compte qu'on s'est laissé avoir. Désillusion à la hauteur de l'illusion. Moi, j'ai pu m'en sortir avec ma femme, puisqu'on y était tous les deux. La Scientologie avait commencé d'essayer de nous séparer quand je n'ai plus été quelqu'un de sûr. Mais on s'en est tiré sans gros dommages, mis à part les problèmes financiers.

Lydwine : Mais il faut aider les personnes à se réinsérer. D'où l'importance d'associations d'anciens membres de sectes comme l'AIETJ, une association d'anciens Témoins de Jéhovah. Ces gens parlent le même langage. D'ailleurs des associations comme la nôtre gênent pas mal de monde. Pour toutes les sectes, nous sommes le grand Satan. La Scientologie nous accuse d'avoir été créées par la CIA et d'être aux mains des psychiatres. C'est ce dont on parlait tout à l'heure : il faut détruire l'ennemi de l'organisation par le mensonge, la calomnie.

RC : Quels moyens a-t-on d'attaquer une secte en justice ?

Lydwine : Il n'y a pas de loi relative aux sectes et aux religions (la France est une république laïque). Il y a le droit commun sur l'escroquerie, les lois sur le droit du travail. Parfois, on se fait attaquer en diffamation. Alors là, on en profite. On déballe nos documents, les écrits des gouroux eux-mêmes. Par exemple, la Nouvelle Acropole (organisation qui tient plus d'un parti politique à la droite d'Hitler, mais dont les méthodes sont celles d'une secte), on ressort le livre de Livraga, dans lequel il parle de faire le Surhomme... Livraga, est un Allemand qu'on a retrouvé en Amérique du Sud après la Seconde Guerre mondiale.

Il ne faut pas avoir peur d'attaquer les sectes en justice : elles détestent les vagues. Il est parfaitement possible de récupérer ce dont vous avez été escroqué. Attaquez-les pour les infractions au droit du travail.

[Radio-Campus reçoit alors un coup de téléphone de Nathalie Pichala, responsable du centre de dianétique de Lille. Elle demande un droit de réponse pour les attaques dont la Scientologie est l'objet, ce qui fut aussitôt accepté. Elle intervint donc à l'antenne. Mais cela ne lui a pas convenu, elle aurait voulu avoir une émission dans un magazine, style « émission culturelle » sur la Scientologie. Lui est alors proposé un débat avec l'ADFI pour lequel elle refuse de s'engager. Elle conclut son intervention téléphonique en invoquant la liberté d'expression !] Radio-Campus recevra plusieurs coups de fil de sa part pour organiser cette fameuse émission.]

RC : Votre association pose des problèmes à ces sectes. Elles ne veulent pas d'un débat ?

Michel : Nathalie, que je connais bien, ne peut s'engager seule. Elle doit respecter toute une hiérarchie. Peut-être qu'ils accepteraient, mais pour quel débat ?

Lydwine : Dernièrement, un journaliste de FR 3 est venu nous voir. Nous avons ouvert tous nos dossiers devant lui et répondu à ses questions. Il s'est ensuite rendu à la Scientologie où on lui a répondu qu'on ne recevait pas les journalistes. Le lendemain, on lui adressait un dossier nous concernant. Il nous l'a amené en disant qu'il ne pouvait tenir compte de ce dossier qui visiblement n'était que calomnies complètement invérifiables.

RC : Est-ce que vous essayez de toucher la jeunesse ?

Lydwine : Nous faisons des conférences dans les lycées, les grandes écoles. Jusqu'à présent, nous n'avons pas été invités dans les lycées publics sous prétexte que les sectes sont considérées comme des religions et qu'on ne parle pas de religion.

RC : Quelles sont vos prochaines activités ?

Lydwine : Des conférences, le prochain numéro de *Bulles*. Nous assurons permanence tous les lundis et jeudis après-midi dans notre local, au 19, place Sébastopol, à Lille. Nous avons également un répondeur, le 20.57.26.77.

Transcription effectuée par Bertrand (gr. Humeurs Noires de Lille)

N.B. : le groupe Humeurs Noires anime une émission tous les samedis soir de 19 h à 20 h sur Radio-Campus.

libertaire
Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

EDUCATION NATIONALE

Les réformes réclamées arrivent

A l'automne, les lycéens défilaient en revendiquant parfois suivant des accents sécuritaires. Aujourd'hui, des réformes allant dans ce sens se mettent en place. L'informatique vient au secours de la gestion des retards et absences. Ainsi, en un temps record, l'administration saura où elle en est avec « ses » élèves, et cela du lycée au ministère.

Les lycéens, qui ont manifesté pour plus de moyens, plus de profs et de pions, vont enfin être satisfaits. Le flicage tant attendu par certains se met en place pour les années à venir. Les faux-culs de la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (proche du PS) étaient déjà tout fiers d'avoir obtenu une carte de lycéen distribuée dans chaque établissement. Celle-ci ne donne droit à aucune réduction, et peut, à l'occasion, fournir de précieux renseignements à la police. Mais après les amuse-gueules, voici le plat de résistance : d'ici quelques années (deux ou trois, avec l'administration, on ne sait jamais), chaque lycée aura son terminal d'ordinateur connecté directement à son académie, puis au rectorat et enfin au ministère de l'Éducation nationale. Gavés d'informatique à coup de stages accélérés, les cerveaux des conseillers principaux d'éducation (CPE) - ex-surveillants-généralistes - sont en train de fumer. On leur demande, au sein de lycées-pilotes, de mettre en place, sur informatique, le traitement des absences et des retards des élèves en quelques mois. En une seconde, y pourrâtes-tu connaître le nombre de retards et les journées d'absence d'un élève. Mais l'ordinateur va plus loin. Il code les motifs ou les non-motifs d'absence. Ainsi, « 0 » veut dire absence non excusée, « 1 » : absence excusée par téléphone, « 2 » : maladie avec certificat médical, « 3 » : maladie sans certificat médical, « 4 » : raisons diverses... Comme on le voit, l'élève sera constamment suspecté de sécher ou d'inventer des motifs bidons pour excuser ses absences.



Manifestation lycéenne d'automne 1990. © Witt/Sipa press

Connaître l'absentéisme et la ponctualité d'un élève peut intéresser beaucoup de monde. Cela peut être un moyen de sélection en plus. Cela peut aussi intéresser des patrons, qui préfèrent embaucher des semi-robots jamais en retard et jamais malades. Le minist...

« Les absences et les retards sont aussi révélateurs du niveau du sérieux des lycéens. On ne sèche pas dans une bonne classe. Au bout du compte, cela peut aussi être un moyen de plus d'évaluer un établissement... »

ère de l'Éducation nationale sera instantanément informé de toute la scolarité d'un quelconque emmerdeur, meneur de grève. Les absences et les retards sont aussi révélateurs du niveau du sérieux des lycéens. On ne sèche pas dans une bonne classe. Au bout du compte, cela peut être aussi un moyen de plus d'évaluer un établissement dans le cadre d'une future compétition entre lycées.

Bref, voilà des utilisations multiples allant dans le sens d'un flicage toujours plus subtil. Finies les punitions corporelles ou les heures de colle. Le nouveau lycée viendra pointer à l'école comme il pointerait plus tard à l'usine. On lui demandera d'être compétitif et pragmatique dès l'âge de l'adolescence, où l'on est plutôt enclin à rêver. Finies les journées sèches, pour aller faire l'amour en cachette. De toute façon, le processus est déjà bien engagé. Il ne faut pas croire qu'il est actuellement facile de passer au travers des mailles du filet de l'administration. L'élève qui manque trop souvent les cours se retrouve vite à rendre des comptes. Paradoxe administratif de plus où l'on oblige les élèves à assister aux cours, alors que les classes sont surchargées. En faisant peur aux jeunes à propos

de leur avenir, voire leur retraite, l'école est en train de créer une génération de petits Tapié aux dents longues, prêts à enfoncer son voisin pour éliminer la concurrence.

Face à cela, la réaction des organisations lycéennes (Jeunesses communistes, SOS-Racisme, FIDL...) se fait attendre. Il y a fort à parier qu'elles sont au courant du projet. Mais mobiliser sur le terrain de la liberté individuelle comporte plus de risques de dérapage. Et si l'on en venait à remettre en cause l'Éducation nationale ? - que de demander plus de moyens pour se faire bourrer le crâne.

Du côté des profs, pas de réaction jusqu'à présent, pas plus que chez les syndicats de pions. Pourtant, travailler sur ordinateur ne va pas vraiment améliorer les conditions de travail.

Cet attentisme est d'autant plus inexcusable que tous ces syndicats savent comment fonctionne l'Éducation nationale. On lance l'expérience dans plusieurs lycées pilotes, on note les réactions et si les grincements de dents ne se font pas trop entendre, on généralise l'expérience. C'est pour cette raison qu'il est temps d'agir. En demandant des explications aux autorités « compétentes ». Il faut cependant savoir qu'un ordinateur est un joujou plutôt fragile. Les disques durs et les disquettes apprécient modérément la présence d'un aimant à leur côté. Et ces ordinateurs ne sont pas spécialement bien protégés contre les intrusions non désirées de virus dévastateurs...

Patrice (Sarthe Libertaire)

1^{er} Mai 1991
Union régionale Méditerranée de la FA.
MANIFESTATION AUX MOBILES
(place des Réformés),
MARSEILLE, à 9 h 45.
Une journée champêtre (repas, débats, chansons...) suivra la manifestation.
Venez nombreux !

NOS AFFICHES

L'Union régionale Méditerranée de la FA vient d'éditer l'affiche antimilitariste ci-contre (format 64X45). Prix : 1,20 F à partir de 50 exemplaires et 1 F au dessus de 100 exemplaires (port compris). Chèques à libeller à l'ordre de Nappi. Ecrire à CECL, BP 54, 83501, La Seyne-sur-Mer cedex.

L'ARMEE EMBAUCHE



elle te tend la main
FEDERATION ANARCHISTE
145, RUE AMELOT - 75011 PARIS

LIVRE

A l'Est la presse !

Sitting Bull, fidèle à lui-même, se fait l'écho des « petits potins » du monde de la presse. Dans le collimateur : les gros du métier, et aujourd'hui principalement la maison Hachette.

Les « délicatesses financières » de Christian Lelièvre n'ont fait les choux gras que de l'hebdomadaire de Jean-François Kahn (cf. ML n° 820). A croire que les magnats de la presse retiennent l'hallali, considérant le pseudo-syndicaliste des NMPP comme un des leurs qu'il faut somme toute protéger... De toute façon d'autres fausses factures attirent aujourd'hui les feux des médias ! Les mauvaises langues qui soulignent que l'entrée de Hachette dans le capital de l'Événement du jeudi...

Rue de l'Avenir, à Aubervilliers, dans la banlieue parisienne, le centre nouvellement créé des NMPP est-il conforme aux désirs des travailleurs des messageries ?

En tout cas, les retraités qui avaient espéré trouver là un havre de paix pétitionnent à tout va. Les kiosquiers, qui venaient prendre bien avant le lever du jour le lot des quotidiens et publications, apprennent les nouvelles règles du jeu. Ça concernerait surtout le retour des invendus, la machine est cruelle et pourrait mettre au rebut (donc au compte du kiosquier) tout paquet-retour non conforme !

Il semble déjà à certains kiosquiers que les titres appartenant au groupe Hachette sont toujours à l'heure, alors que d'autres pas toujours... Jean-Edern Hallier a même écrit aux kiosques pour leur annoncer son intention de faire lui-même la distribution de l'Idiot international. Diable, la péréquation, principe de base des NMPP, en aurait-elle un coup dans l'aile ?

Le groupe Hachette, s'il faut en croire les chroniques « finance », se refait une virginité en annonçant sa décision de « geler les actions de sa société détenues par le holding Montana ». Késako ? Ça serait une société panaméenne suspectée de servir de « relais-satellite » financier à Saddam Hussein.

La pieuvre omniprésente dans le monde de la communication se laissant infiltrer par le dictateur de Bagdad, voilà qui fait preuve d'une légèreté suspecte !

Si on veut aller plus loin, on peut souligner que le groupe Lagardère (pointe acérée dans le groupe Hachette) occupe,

tout comme l'italien Fiat, une place de premier plan aussi bien dans l'armement que dans la communication, et que le groupe italien avait déjà été infiltré par Kadhafi ! Comme quoi, le commerce des armes amène une baisse de moralité passant par la myopie, à moins que ce ne soit le contraire...

On laissera de côté Hersant et Maxwell, ils se portent « bien », investissent en Europe de l'Est, font croire qu'ils se désintéressent des affaires mais ne pratiquent en vérité que leur politique favorite : celle de la bride sur le cou.

Eternel cavalier seul Claude Perdriel, patron du groupe de l'Observateur, a confié dernièrement son pessimisme quant à l'avenir de la presse écrite. Il est vrai que l'expérience du Matin (toute polémique mise de côté...) l'a rendu méfiant vis-à-vis de l'Elysée.

Dans le monde de la presse, les yeux sont fixés sur l'ry et les imprimeries du Monde où la direction demande licenciements et gel des salaires. Fini l'évangélisme du boulevard des Italiens, il va falloir engager le bras de fer ! Tout le monde est-il prêt ? On espère que les travailleurs du livre sauront user de toutes leurs armes en n'oubliant pas que la pieuvre Hachette (qui est présente dans le capital du Monde) a plus d'une tentacule. Il ne faudrait pas oublier non plus de ne pas jouer les fantassins dans la guerre Hersant-Hachette...

Sitting Bull

Souscription

Les éditions du Monde libertaire lancent une souscription en vue de la publication de deux prochains ouvrages :

- Bakounine politique, révolution et contre-révolution en Europe centrale, René Berthier. Prix de souscription : 90 F. Parution en juin 1991 ;

- Ecrits sur le fascisme (dont La Contre-révolution préventive), Luigi Fabbrì. Prix de souscription : 110 F. Parution en octobre 1991.

Les chèques sont à libeller à l'ordre de Patrick Marest et à adresser à SHE, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

EN BREF

REACTION

En Lorraine, le lendemain de la mort du « saigneur » Lefebvre, FR3-Metz veut interviewer des militants d'une école intégriste, appelée « L'Etoile du matin », et située à Bitche, en Moselle.

A leur arrivée, les journalistes se font tabasser et piquer leur matériel. L'agresseur n'est autre que le frère de l'abbé Laguérie, curé de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, à Paris. Les journalistes ont, bien entendu, porté plainte.

Sans doute, cette agression était-elle le témoignage d'un œcuménisme radical, soucieux de remettre les consciences dans le droit chemin. En attendant, seul le journal FR3 du soir daigne relater l'événement. Sur A2, défilent les images de l'apostolique reportage sur des militants intégristes pleurant leur crevure et d'une manifestation du Front national contre la dernière condamnation de Le Pen.

Où est-elle passée la solidarité des journalistes ?

Groupe Jean-Roger Caussimon

GRANDE-BRETAGNE

La pression populaire abat la Poll Tax

L'impôt thatcherien par excellence n'aura pas survécu au départ précipité de la dame de fer du 10 Downing Street. Voici un rappel de ce que fut la lutte contre la Poll Tax...

Il y a cinq mois, on lisait dans un journal de la presse bourgeoise britannique : « Le mouvement de non-paiement de la Poll Tax est un échec ». Major, le nouveau premier ministre, avait annoncé qu'il n'abandonnerait pas ce nouvel impôt, mais qu'il le réformerait un peu. Jusque-là, le pouvoir semblait tenace. Le 21 mars 1991, coup de théâtre, deux jours avant une manifestation nationale contre la Poll Tax qui s'annonçait énorme, un an après les émeutes historiques de Trafalgar Square, le pouvoir se rétracte : la Poll Tax est supprimée. Pour tous, c'est une victoire. Après onze ans de thatcherisme, de capitalisme inhumain, de dureté sociale - on se souvient de la grève des mineurs -, le pouvoir cédait à la pression populaire.

La Poll Tax est supprimée, certes, et l'effet est radical, c'est un beau coup politique, deux jours avant une manifestation nationale, il fallait calmer les esprits, rassurer le peuple, seulement, on parle déjà d'une nouvelle taxe ! Le 24 mars, le *Sunday Telegraph* s'interrogeait : « La Poll Tax est-elle vraiment abattue ? ». La majorité pense que le gouvernement n'a pas vraiment l'intention d'abandonner :

D'après un sondage paru dans le même journal, 74% de la population pense qu'«Heseltine hésite encore quant à ce qu'il doit faire au sujet de l'impôt. 77% pensent que Major est surtout soucieux de remporter les élections générales, qui auront lieu bientôt. Il s'agit au mieux d'une stratégie politique pour préparer le terrain en vue d'un nouvel impôt de remplacement qui serait une taxe basée sur la propriété, mais toujours payable « à la tête ». De plus le gouvernement se rattraperait sur une aug-

mentation de la TVA. Mais les conservateurs ne savent plus comment s'en tirer, visiblement ils veulent garder une version édulcorée de la Poll Tax tout en déclarant l'abolir. Dans les faits la Poll Tax continuerait à être collectée jusqu'en 1993, avec toutefois un rabais de 140 £, ce qui n'est pas vraiment un cadeau puisque le montant moyen de la Poll Tax est de 368 £ (près de 4 000 F) par adulte et par an (il faut rappeler que ce montant dépend des municipalités), Major l'a dit le 21 mars : « J'ai pensé que le principe de la charge communautaire (nom officiel de la Poll Tax) était correct ». Cette « charge » sert, en réalité, à subventionner les services sociaux par un impôt de capitation, entraînant la coupure nette des subventions jusqu'alors perçues par les municipalités pour assurer le fonctionnement de ces services. Ces coupures ont déjà eu lieu, et se chiffrent en millions de livres, et par des pertes d'emplois, surtout en ce qui concerne l'éducation qui en subit la pre-

municipaux sont dans un chaos administratif indescriptible. La Poll Tax est devenue un casse-tête ingérable. Jusqu'à présent les médias avaient tenté de masquer l'importance du mouvement anti-Poll Tax. Mais maintenant, c'est officiel : 14 millions de personnes n'ont pas payé (chiffre annoncé récemment sur Radio 4, bien qu'il le soit depuis plusieurs mois par les activistes anti-Poll Tax). Cela fait environ un tiers de ceux qui sont recensés et donc censés payer l'impôt. Ce mouvement, bien sûr, ne tient pas compte de ceux qui ne sont même pas recensés, ou qui sont en retard de paiement. Il s'agit du plus important mouvement de désobéissance civile du siècle en Grande-Bretagne. Cela fait un an que la Poll Tax est appliquée en Angleterre et aux Pays de Galles, et deux ans en Ecosse, si bien que les groupes anti-Poll Tax anglais et gallois ont pu profiter de l'expérience des groupes écossais. Il y aurait en tout plus de 2 000 groupes anti-Poll Tax locaux.



« Class War » défile le 23 mars. © Alain Fournier (Liaison FA de Boulogne-sur-Mer)

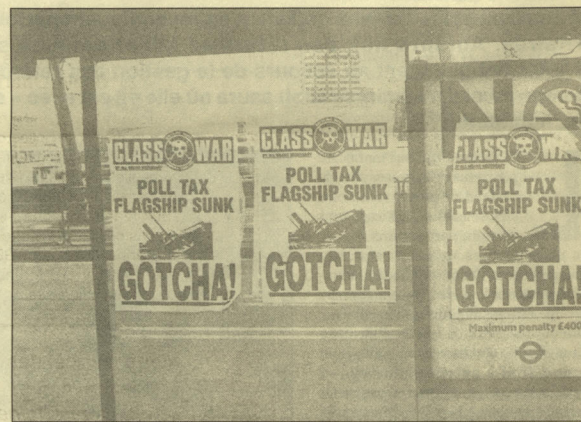
mière des conséquences. Ce choix semble être maintenu, qu'il s'agisse d'une Poll Tax ou d'une Property Tax. En tout cas, Poll Tax ou non, en Grande-Bretagne, le mouvement n'est pas fini, au contraire.

Au moment où il faut renvoyer les factures pour l'année à venir, les services

Les formes d'action pour combattre l'impôt évoluent en cours d'année. Elles consistent au début à perturber, autant que possible, les réunions des conseils municipaux où se fixe le montant de l'impôt.

Quatorze millions de mauvais payeurs

Ensuite, cela consiste, bien entendu, à jeter au panier les factures que l'on reçoit, ainsi que les nombreux rappels qui sont envoyés. Lorsque suffisamment de rappels ont été adressés, les municipalités envoient les huissiers. C'est alors une forme d'action plus radicale qui est menée. Il faut savoir que les compagnies d'huissiers sont des compagnies privées et ne sont pas obligées d'accepter le travail demandé. En plus, il y en a un nombre limité par région, et le nombre de non-payants est tel qu'il est impossible de traiter tous les cas. Ainsi, certains huissiers ont souvent recours aux méthodes d'intimidation, parfois même à des pratiques illégales. Ils débarquent dans les quartiers pauvres et menacent de saisie les familles. Ils ont souvent été très mal reçus. On a vu des scènes où les huissiers se sont faits jeter (le mot n'est pas trop fort) de ces mêmes quartiers. D'autres ont retrouvé leur voiture malmenée. Le travail des groupes anti-Poll tax a consisté également à informer par



« Class War » célèbre une Poll Tax qui sombre. © Alain Fournier (Liaison FA de Boulogne-sur-Mer)

SOLIDARITE

Le coup de Trafalgar

Il a fallu organiser la défense des personnes qui ont été arrêtées et emprisonnées, suite aux manifestations anti-Poll Tax. Notamment, après les émeutes du 31 mars à Trafalgar Square, où de manière évidente 200 000 personnes ont été attaquées de plein front par les forces de police. Une campagne de soutien légal des victimes de la répression policière a dû être engagée par le TSDC (1). Celui-ci s'est donné comme but de : soutenir sans condition toutes les personnes arrêtées ; de mettre en place une aide juridique ; de rester indépendante de toute autre organisation et de riposter à l'hystérie mensongère de l'Etat et des médias vis-à-vis des émeutes.

Le TSDC réclamait - et revendique toujours - l'immunité de toutes les personnes condamnées, le droit de manifester, l'abolition totale de la Poll Tax et clame l'innocence de ceux qui sont en prison pour plusieurs mois. Les membres du TSDC ont essayé de reconstituer le déroulement exact des émeutes et prennent désormais des notes de tout ce qui se passe dans les manifestations pour répliquer aux versions officielles et prouver l'innocence de certains prévenus lors des procès. Ils distribuent aussi à chaque manifestant des cartes d'information sur les droits du citoyen anglais face à la justice, en cas d'arrestation, avec le téléphone d'un avocat. Plus de 200 d'entre eux se sont engagés dans cette campagne.

Plus de 100 groupes anti-Poll Tax, une quarantaine de syndicats et une cinquantaine d'autres organisations - anarchistes pour la plupart - sont adhérentes au TSDC. En plus d'un soutien matériel : collectes, piquets tenus devant les tribunaux, manifestations... les prisonniers ont besoin d'un soutien moral, surtout lorsque certains d'entre eux ont été condamnés à deux ans de prison pour avoir donné un coup de pied dans un camion de police.

Depuis peu, le TSDC essaie d'élargir son combat contre l'ensemble des répressions policières. Ainsi a eu lieu à Londres, le 9 février dernier, une conférence nationale de solidarité, avec comme thèmes la Poll Tax, bien sûr, mais aussi l'Irlande du Nord, le harcèlement de la communauté homosexuelle, les luttes des Noirs... Le TSDC s'intéresse aussi aux campagnes similaires à l'étranger. De semblables initiatives, ailleurs, semblent, en effet, nécessaires au regard de l'Europe des polices déjà bien au point !

A.F.

(1) Trafalgar Square Defendants Campaign (TSDC), c/o Haldane Society of Lawyers, 205 Panther House, 38 Mount Pleasant, London WC1X 0AP.

des feuilles locales de la venue des huissiers et surtout de ce qu'ils ont le droit de faire ou non. Les adresses et les numéros de téléphone personnels des huissiers, l'immatriculation de leur voiture ont souvent été communiqués, et beaucoup d'huissier, en conséquence, ont renoncé à faire leur sale boulot.

Pour les procès et condamnations, les groupes anti-Poll Tax manifestaient devant les tribunaux... Essayaient de faire traîner les procès, en posant de nombreuses questions.

Devant cette importante mobilisation, le pouvoir a hésité à trop réprimer les non-payants. Il préférerait d'abord user de

toutes les menaces possibles. Pourtant, il a été conduit à appliquer sa « justice », et en décembre 1990, a eu lieu le premier emprisonnement pour non-paiement (21 jours de prison), à Grantham. En réaction, 800 personnes ont alors manifesté dans les rues de la ville et une centaine d'entre elles ont tenu un piquet devant la prison.

A bout d'arguments, et après le départ de Thatcher, le pouvoir a du céder en partie. Voilà un recul arraché de haute lutte.

Alain Fournier
(liaison FA de Boulogne-sur-Mer)

POLL TAX

La manifestation du 23 mars

Malgré l'annonce faite par John Major de « supprimer » la Poll Tax, les anarchistes et quelques autres manifestèrent le samedi 23 mars... Témoignage.

De 15 000 à 20 000 personnes (beaucoup moins que ce qu'on attendait) ont défilé dans les rues de Londres. Le cortège des anarchistes était proportionnellement plus important que d'habitude, d'où leur surprise ! On notait surtout la présence de l'organisation anarchiste « Class War », qui pour la première fois réunissait bien plus de monde qu'à l'accoutumé. Un banderole signalait la présence de l'Anarchist Communist Federation et de nombreux drapeaux noirs étaient visibles sur tout le long de la manifestation. Sur le trajet, il y eut pas mal de tension, en raison du dispositif policier impressionnant qui avait été déployé. La presse bourgeoise, telle que l'*Evening Standard* - qui publia souvent des photos des émeutiers recherchés par la police - révélait la veille que la police s'était particulièrement entraînée à des tactiques anti-émeutières, faisant de cette manifestation une opération qui a coûté 700 000 £ (environ 7 500 000 F), mobilisant 4 000 policiers. La même presse avait annoncé que les anarchistes de « Class War » se préparaient à transformer la manifestation en émeute, et que 3 000 personnes seraient susceptibles d'en être les auteurs.

Toute la manifestation était enfermée dans un véritable couloir de policiers, duquel il n'était pas permis de sortir. La place de Trafalgar Square, devenue le lieu très symbolique de la résistance au pouvoir, était transformée en une véritable forteresse. Les manifestants ont juste eu le droit d'y passer, aucun arrêt n'y a été toléré.

A.F.

URSS

La grève des mineurs

Boris ou Gorby, quel sera le meilleur compère pour le développement du capitalisme libéral en URSS ? Quelle angoisse pour l'Occident ! Pendant ce temps, l'actuelle grève des mineurs participe à la maturation d'un mouvement ouvrier radical indépendant de l'Etat et de ses serviteurs.

Hugues : Sacha, as-tu des informations sur les grèves dans les centres miniers russes ?

Sacha : On peut classer les grèves actuelles comme des grèves politiques, bien qu'elles aient commencé pour des raisons économiques. Depuis les grèves de 1989, on s'attendait à de nouvelles actions et notamment pour l'été 1990 ; mais malheureusement les ouvriers n'avaient pu réaliser qu'une petite grève d'une journée. Début décembre 1990, une nouvelle tentative avait échoué mais dès janvier une résolution des comités de grève (1) disait que bien que l'appareil du Parti avait gagné parce que les ouvriers n'avaient pu s'unir, ce n'était que la victoire d'un jour, mais que « demain appartient aux ouvriers ».

Le 1^{er} mars, la grève a démarré dans le Donbass, bientôt soutenue par les mineurs du Kouzbass et de Vorkhouta (2). Ce n'est pas une grève générale comme en 1989 - 60% des mines ont arrêté la production - mais cette grève est plus souple dans le sens que certaines mines continuent à produire mais aident les mineurs en grève ; il y a des grèves « perlées » de deux heures ; elles sont dispersées sur toute l'étendue du pays, notamment dans des entreprises n'ayant jamais fait grève auparavant.

Pendant tout un mois le gouvernement n'a pas réagi, puis le 27 mars le Conseil des ministres de l'Union soviétique a déclaré les grèves illégales et passibles de poursuites pénales ; le 2 avril, le nouveau Premier ministre a reçu les comités de grève mais il n'y a eu aucun résultat car les grévistes revendiquent la démission de Gorbatchev et des réformes économiques radicales.

Alain : Ici, la presse dit que s'ils sont si radicaux, c'est qu'ils sont très proches de Boris Eltsine.

Vladimir : C'est vrai que si on regarde l'histoire de la Russie, on a toujours mis nos espoirs soit en un saint, soit en un chef, en commençant par « Saint Vladimir Ilitch... » (3) mais toutes ces luttes Gorbatchev-Eltsine je ne les prends pas très au sérieux. Il est qu'en prenant le pouvoir Eltsine deviendra le nouveau Gorbatchev.

Si certains mineurs écoutent Eltsine, c'est par opposition à Gorbatchev, mais s'ils sont radicaux, c'est qu'ils savent qu'ils n'ont pas le choix. Ils doivent aller jusqu'au bout, en espérant le soutien d'autres secteurs, cheminots, sidérurgistes, par exemple.

En tout cas, une revendication très importante est le départ des communistes des instances de direction des

C'est ce qu'évoquent ici Alexandre Tchoukaév (Sacha) et Vladimir Naoumov, respectivement représentants du syndicat libre SMOT et de la Confédération anarcho-syndicaliste (KAS), au travers de l'extrait suivant d'une émission récente de « La Chronique syndicale » de Radio-Libertaire.

mines. Depuis une cinquantaine d'années, il y a la même discipline du Parti, les mêmes réunions obligatoires du Parti, le samedi et les jours de fêtes travaillés gratuitement, la participation obligatoire aux manifestations ; en plus, il ne faut pas oublier que les responsables du Parti sont liés au KGB, les travailleurs ne font pas la différence entre le KGB et les communistes.

« Beaucoup d'appel des comités de grève des mineurs disent "ni Eltsine ni Gorbatchev, on veut la gestion du peuple" »

Hugues : En Occident, on nous présente comme seule solution le libéralisme avec Eltsine. Quelles sont les perspectives pour les mineurs ?

Sacha : Pendant longtemps, Eltsine faisait partie de la nomenklatura, mais l'été dernier, de façon spectaculaire, il a rendu sa carte du

syndicats, étant indépendants, ne doivent pas se faire enregistrer ! (4)

D'une façon générale, malgré les pressions du KGB et les tentatives du Parti communiste de contrôler les réactions des travailleurs, le mouvement ouvrier se développe toujours, bien que lentement.

Hugues : Y aura-t-il solidarité d'autres secteurs avec les mineurs ?

Sacha : En 1989, c'était surtout la grève des mineurs, mais aujourd'hui d'autres métiers, d'autres industries adjacentes se joignent à la grève. En ce qui concerne les transports, les grèves sont très difficiles à organiser ; dans cette branche d'industrie Staline a constitué un ordre quasi-militaire, qui n'a jamais été aboli ; pourtant dans le secteur du métro de Moscou et de Léningrad des grèves de deux heures à une journée ont eu lieu le 27 mars.

Malgré les déclarations du pouvoir, informant que les leaders des comités de grève allaient être arrêtés, le soutien aux grévistes se développe dans toutes les grandes villes d'URSS : collectes de vivres, de vêtements et particulièrement dans les pays baltes.



Dessin extrait de la revue de la KAS, « Obchtina ».

Parti. On peut classer ses positions comme une sorte de capitalisme libéral avec de forts accents nationalistes.

Bien sûr, il veut représenter l'alternative mais beaucoup d'appel des comités de grève des mineurs disent « ni Eltsine ni Gorbatchev, on veut la gestion du peuple ».

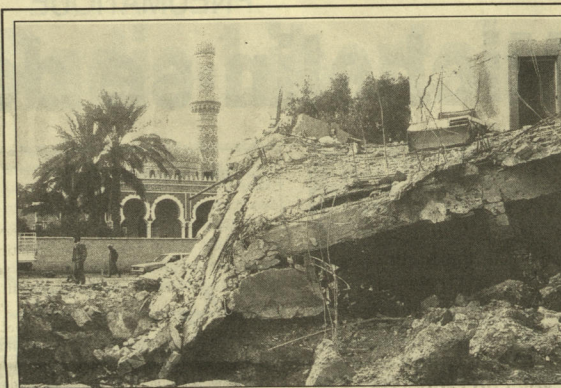
Eltsine n'a apporté aucune aide concrète aux mineurs.

Je pense que ces grèves vont apporter un résultat, c'est un pas de plus vers la libération. Mais il y a de très fortes tensions sur le mouvement indépendant des travailleurs : au 1^{er} janvier, une nouvelle loi prévoit que les syndicats indépendants doivent se faire enregistrer ; l'administration peut refuser, notamment s'ils ont moins de 5 000 membres, bien que la Constitution soviétique dise que les

Vladimir : L'URSS, aujourd'hui, est un pays qui représente un volcan avec cette petite différence que la conduite d'un volcan est assez connue par les vulcanologues, tandis qu'avec l'Union soviétique les « vulcanologues » ne sont pas tellement compétents...

« La Chronique syndicale »
(présentation et transcription de Serge (Iztok))

- (1) Les comités de grève mis en place en 1989 se sont maintenus malgré la répression et les « carrières » politiques de certains leaders.
- (2) Ce sont les trois grands centres miniers d'URSS, foyers des grèves de 1989.
- (3) Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine.
- (4) Depuis sa création.



IRAK. La guerre chirurgicale, on vous en avait parlé. Nous étions septiques. Nous le sommes toujours, d'autant que l'on ne nous a toujours pas donné les chiffres officiels des pertes infligées aux populations civiles d'Irak, alors que l'on parle de 100 000 morts chez les militaires. Pourtant à en juger par cette photo, si l'habitat a souffert, les mosquées sont restées debout. © Coskun/Sipa

Infos bulgares

Reconnaissance, conférence de presse, mort suspecte du poète Miloch Ziapkov, renforcement des organisations anarchistes, rupture de la « paix civique »... voilà le lot des nouvelles de Bulgarie, qui nous a été transmis par un compagnon de la revue Iztok.

Reconnaissance et conférence de presse. Lentement mais sûrement, l'anarchisme renaît en Bulgarie après 47 ans de dictature bolchevique. Preuve en est la reconnaissance officielle par l'Etat bulgare des deux organisations anarchistes. Après une longue attente, la Fédération des anarchistes de Bulgarie (FAB), créée lors de la conférence nationale de Kazanlik en mai 1990 a été inscrite dans le registre des partis politiques par le tribunal de la ville de Sofia le 26 janvier dernier. La Fédération de la Jeunesse anarchiste (FJA) a été enregistrée en mars. Pour marquer cet événement, les deux fédérations ont organisé conjointement une conférence de presse le 20 mars dernier. Elles étaient représentées par Gueorgui Nikov, Mariola Ziapkova et Plamen Tzolov pour la FJA, Liouben Iankoulov, Stoïan Tzolov et Kristo Kolev Iordanov pour la FAB. De nombreux journalistes de la presse écrite et parlée étaient présents : quotidiens et hebdomadaires officiels d'opposition représentant les diverses organisations politiques bulgares, radios et télévision ont jugé l'événement suffisamment important pour y envoyer quelqu'un et pour rendre compte ensuite de ce qui s'y est dit, y compris le journal des forces armées. La télévision en a parlé à deux reprises et Radio-Sofia a diffusé un reportage très correct. Bien sûr, les articles n'ont pas tous été favorables, ainsi l'hebdomadaire Zora (« l'Aurore ») du Parti national-démocratique publiait en première page un article dont le titre était : « Refus et nihilisme ne peuvent mener qu'au précipice » avec en sous-titre : « La démocratie ce n'est pas la liberté incontrôlée et l'anarchie » (sic). Parmi les journalistes plutôt désagréables, il y avait ceux de Radio-Free-Europe (radio américaine émettant depuis l'Allemagne occidentale à destination des pays de l'Est dans leurs langues). Quand à certains journaux, tel le célèbre Demokratsia (« la Démocratie »), présents à la conférence de presse, ils ont préféré ne rien publier. Mais dans l'ensemble, les compagnons libertaires furent satisfaits de cette première rencontre avec la presse. Il faut, par ailleurs, signaler que les journaux bul-

gares ont déjà abondamment parlé des anarchistes depuis le début de la libération, le mensuel de la FAB, la Pensée libre (tiré à 10 000 exemplaires) consacrant même une rubrique à dénombrer les articles « parlant de nous ».

Mort suspecte. L'actualité du mouvement libertaire n'est pas toujours réjouissante. Dernièrement, la presse bulgare a eu l'occasion de s'interroger sur le cas de Miloch Ziapkov, poète, anarchiste, trouvé mort dans un ascenseur en juin dernier ; il avait reçu quantité d'appels téléphoniques menaçants, lui ordonnant de « cesser toute activité dans le mouvement démocratique ». D'autres militants ont été agressés dans la rue par de soi-disants « nationalistes turcs ».

Développement libertaire et rupture de la « paix civique ». Néanmoins, les intimidations ne semblent pas pouvoir freiner le renouveau anarchiste. La FAB a d'ores et déjà plus de 2 200 adhérents, répartis dans l'ensemble du pays. La FJA est également présente dans plusieurs villes et surtout dans la capitale, Sofia ; ses membres ont participé activement dans les grands mouvements de contestation en juin et en décembre 1990, qui ont conduit à la démission du gouvernement Lukanov (socialiste, ex-communiste) en janvier dernier.

Aujourd'hui, la Bulgarie a un nouveau gouvernement qui n'a pas profité longtemps d'une « paix civique » décrétée pour deux cents jours et vite rompue par de nouvelles manifestations (en vue de réclamer des élections anticipées). Les marchandises réapparaissent dans les magasins mais leurs prix ont augmenté de 800 à 1 000%, comme c'est le cas notamment pour la viande, après la libéralisation des prix intervenue le 1^{er} février.

La situation économique contribuera, sans doute, à ouvrir les yeux de beaucoup de gens sur les « bienfaits » de l'économie libérale et sur la nature de la démocratie que leur proposent les libéraux. Alors, les anarchistes, seuls à dénoncer aussi bien le socialisme de caserne que le capitalisme, seront peut-être encore mieux entendus.

Charlie Fabian (Iztok)

« Le Monde libertaire »
a besoin de votre soutien.
L'abonnement
en est un ... Merci !

PNEUMATIQUE

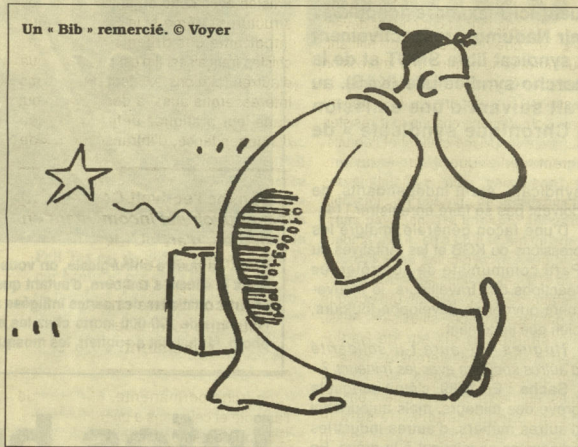
Michelin se dégonfle

A Clermont-Ferrand, on l'a mauvaise... Michelin, le pape du pneumatique prévoit de massifs licenciements. Au cœur de l'Auvergne, la nouvelle fait l'effet d'une douche froide. Alors, les « Bib », à quand l'autogestion ?

Un cinquième plan social prévoit la suppression de 4900 emplois en France, dont 2 432 à Clermont-Ferrand. Depuis 1983, Michelin aura licencié 17 459 personnes, dont 11 318 à Clermont-Ferrand, ce qui est énorme pour l'agglomération clermontoise qui compte environ 200 000 habitants.

Ces chiffres posent le problème général, d'une part, des innovations technologiques dans le domaine de la fabrication. Les robots deviennent, malgré leurs coûts de fabrication et de maintenance, plus rentables que les ouvriers, car ils ne connaissent ni jours fériés ni vacances ni grèves, ceci bien que les salaires de la manufacture soient en particulier à Clermont-Ferrand inférieur d'environ 20% par rapport à ceux pratiqués en région parisienne.

D'autre part, numéro 1 oblige, l'économie « Bibendum » mise sur la mondialisation de l'économie et soutient celle de la production. Il est à observer que les derniers « dégraisages » ne touchent que les pays développés : Amérique du Nord : 900 emplois, Espagne (Pays basque) : 2 000 emplois, fermeture de l'usine Uniroyal à Eau-Claire, alors que les usines installées dans les pays sous-développés ne sont pas touchées (Brésil, Corée du Sud, Thaïlande...). Cette nouvelle



Un « Bib » remercié. © Voyer

donne dans le domaine de la géopolitique confirme la spécialisation d'espaces par rapport à un certain type d'activités bien défini : espace producteur de matières premières, espace industriel, espace agricole, espace financier...

Au pays du paternalisme, le temps n'est plus à la quiétude d'antan

Michelin, avec Dassault, est l'une des dernières grandes entreprises mondiales dont le capital est contrôlé par une famille. Autre spécificité, François Michelin cultive avec assiduité le secret et les valeurs jansénistes. En outre, il est très représentatif de ce que l'on peut appeler l'inconscient culturel auvergnat : l'horreur de se montrer, contrairement aux autres patrons de son acabit. Ce qui permet à Clermont-Ferrand de conserver le siège social du numéro 1 mondial du pneumatique. Enfin dernier détail d'importance, l'esprit paternaliste du début du siècle demeure, les technocrates modernes appellent cela, aujourd'hui, la culture d'entreprise à la japonaise. D'ailleurs cette idéologie patronale est assez forte pour que les anarchistes n'aient jamais pu réellement s'implanter de façon organisée dans ce site industriel, à l'exception d'un syndicat CNT juste après la Seconde Guerre mondiale, et que les « Bib » - les ouvriers de Michelin -

n'aient jamais fréquenté avec beaucoup d'assiduité le local des anarchistes clermontois, situé au 8, rue de l'Ange (cf. *Chronique de la rue de l'Ange*, Louis Ségéral). On peut toujours se consoler en constatant que les syndicats réformistes ne font guère mieux, et que leurs angoisses en Mai 68 ne provenaient pas d'une éventuelle attaque de la police mais de leurs collègues, dont ils craignaient une reprise de l'usine par la force pour faire redémarrer la production...

Le coût social qui implique l'usage de la voiture devient exorbitant par rapport à ce que l'industrie automobile produit comme richesse. C'est pourquoi François Michelin s'inquiète. Il reproche aux hommes politiques de ne pas aimer l'automobile, en disant : « Si on continue à matraquer l'automobile comme on le fait en terme de limitation de vitesse, d'excès de lutte contre la pollution et de réglementation, on va tuer définitivement un marché qui est extrêmement porteur et qui fait vivre un nombre considérable de personnes en France et en Europe ». En capitaliste averti, François Michelin est donc plus angoissé par la limitation de vitesse que par les suppressions d'emplois. Ces dernières sont pour lui un mal nécessaire !

Gabriel Jean

(1) Si vous passez, en voiture, à Clermont-Ferrand, vous pouvez (malgré tout !) vous arrêter au 8, rue de l'Ange. Le Groupe d'Action et d'Etude libertaire (GAEL) y tient ses permanences tous les jeudis, à partir de 20 h 30. A bientôt !

TOULOUSE

Le mardi 23 mars, de 12 h à 14 h, à la faculté du Mirail se tiendra un débat organisé par des femmes « autonomes »*.

Le débat tournera autour des trois thèmes suivant :

- « l'avortement en danger » (avec une intervention du Planning familial) ;
- « les femmes immigrées » ;
- « la place de la femme aujourd'hui ».

* Parmi ces femmes « autonomes », on retrouve des membres du groupe Kochise (FA) d'Agen.

ISSY-LES-MOULINEAUX

L'Équipement Expulse

La trêve d'hiver à peine achevée, voilà que les expulsions recommencent. A Issy-Les-Moulineaux, on a inauguré la saison, en expulsant trois familles africaines comme cela nous l'est indiqué.

« Le bébé ne peut pas m'empêcher de faire procéder à l'expulsion, ni une femme qui vient d'accoucher » affirme le commissaire d'Issy-les-Moulineaux se trouvant à la tête d'une trentaine de policiers en date du 28 mars, au matin. Ce jour-là, trois familles africaines étaient délogées du 257, quai de Stalingrad. Accusées par le propriétaire de squatter l'immeuble. Bébé, enfants et parents sont ainsi démenagés manu militari sur le trottoir.

Pourtant, ces familles n'avaient rien de marginales : des salaires payant le loyer depuis plus d'un an. Elles avaient, à plusieurs reprises, sollicité la mairie pour régulariser leur situation. Quelques mois auparavant, en effet, un dénommé Faure, se faisant passer pour le propriétaire des murs, leur avait soutiré 5 000 F de caution et avait encaissé le loyer. Celui-ci avait aussitôt disparu, son forfait accompli. Le véritable propriétaire des lieux étant la Direction départementale de l'Équipement (DDE). Celle-ci n'a rien voulu entendre en matière de régularisation, et la mairie non plus, car il faut savoir que dans le quartier du

quai de Stalingrad, où les collectivités territoriales sont largement propriétaires, le département des Hauts-de-Seine projette des aménagements, qui n'ont rien de commun avec des logements sociaux. Pas question, donc, d'accepter ces locataires. Quelques jours après la trêve hivernale, la réponse ne s'est pas faite attendre.

Mais les expulsés de la place de la Réunion à Paris ont fait des émules, et avec l'aide d'associations locales (1), les familles expulsées ont pu s'installer en force sur la place de la Résistance à Issy-les-Moulineaux, sous des tentes en attendant leur relogement. Comme à chaque fois, cela n'a pas été facile : mairie, département, élus ont été sollicités. C'est seulement la semaine dernière qu'une proposition de relogement a été faite pour ces trois familles. Mais elles ont du abandonner le quartier et accepter des appartements sans eau chaude ni salle de bain. « Il y a des travaux à faire » constatait laconiquement un des parents.

Alain Dervin

(1) ASTI, PCF, ACDL, Emmaüs, les Verts, SOS-Racisme, la Croix-Rouge.

LOGEMENT

Nouvelles de l'Est parisien

Il y a bientôt un an l'offensive sur le logement dans l'Est parisien commençait. Immeubles jugés insalubres, locataires expulsés à l'aube pour des destinations incertaines, puis nœux de résistance. La place de la Réunion d'abord, la mairie du 19e, celle du 18e, la basilique du Sacré-Cœur furent l'objet d'occupations pour tous ceux que la Mairie de Paris avait jugé indésirables pour Lutèce intra-muros. Des négociations ont laborieusement suivi, des changements de camps (suivez mon regard...) aussi, et ce n'est qu'en hiver 90-91 que les dernières tentes d'Emmaüs ont quitté le pavé parisien.

Mais les problèmes restent, les chantiers avancent dans l'Est parisien, de nouvelles zones sont déclarées insalubres. Nous allons encore assister à la valse hésitation entre Mairie de Paris, Préfecture et pouvoirs publics... C'est pas moi le méchant, c'est l'autre !

Quand on se promène de chantier en chantier, rares sont les habitations promises à la location, déjà sont en place des officines pour vendre au mètre carré les habitations « haut-standing » proches des Buttes-Chaumont. Il y a bien sûr des HLM et assimilés, mais quand on s'inscrit à la mairie de l'arrondissement du 19e on vous déclare tout de go que si vous connaissez quelqu'un de bien placé pour appuyer le dossier... Encore qu'on ne vous confie ce secret que si vous êtes Français à la peau blanche !

La réalité, c'est-à-dire l'équilibre entre les intérêts en présence, est assez complexe. Écoutons Bloch-Lainé qui avait été le médiateur nommé par le Premier ministre en juin 1990 pour traiter du problème des expulsés. « (...) Il semble que les vacances dont le maire dispose

sont, dans une très forte proportion, intra-muros, bien que le « taux de rotation » soit plus faible qu'ailleurs. La résistance des organismes logeurs qui dépendent le plus directement de lui, quand on fait appel à eux pour des locataires qui n'ont pas leur préférence, paraît tout à fait excessive ; elle conduit à rejeter cette clientèle vers des communes sub-urbaines qui ont fait spontanément l'effort social le plus important et qui peuvent aujourd'hui se plaindre à juste titre des conséquences électorales, financières, éducatives, sanitaires, etc de cette pratique » (1).

Bloch-Lainé disait aussi que pour commencer « il faut interdire ou retarder le plus possible les expulsions qui ne sont pas motivées par des dangers réels, déjouer l'usage abusif des « arrêts de péril imminent » ». Les pouvoirs publics auront-ils ça en tête dans les jours qui viennent ?

De l'aménagement du secteur Meaux-Villette aux immeubles frappés d'un arrêté de péril (26, rue de l'Argonne ; 48, rue d'Aubervilliers ; 13, rue Bellot ; 17-19, rue du Département ; 9-9 bis, rue du Hainaut ; 20, rue de Joinville ; 60, rue Riquet ; 230, boulevard de la Villette, 22-24 rue de la Villette - d'après la revue *Quartiers libres*) il y a péril en la demeure. Malgré le beau temps, il faut nous préparer à aider d'autres « sinistrés du 19^e Mai », à ce que Mairie de Paris et pouvoirs publics se les rejettent encore pour les exclure de Paris « new look ».

Alexis Pierre

(1) Cité par *Quartiers libres*, le canard du 19e et de Belleville, dans son dernier n° consacré au logement sur le 19^e arrondissement. *Quartiers libres*, 36, rue de Rebéval 75019 Paris.

CONCERT LEO FERRE

1er juin 1991, 20 h
Palais des Sports, Paris.

Des billets sont disponibles auprès du groupe Humeurs Noires de Lille (permanence le mercredi à partir de 19 h, à la Maison de la Nature et de l'Environnement, 23 rue Gosselet, Lille) et auprès de Radio-Campus, bât M1, université de Lille I, Villeneuve-d'Ascq. Prix : 130 F.

PARIS

Manifestation de solidarité avec le peuple mauritanien

Samedi 13 avril, 250 personnes ont protesté devant l'ambassade de Mauritanie pour dénoncer la politique de répression du régime de Nouakchott. A l'appel du Front de résistance pour l'unité, l'indépendance et la démocratie en Mauritanie (FRUIDEM) et des Forces de libération africaines de Mauritanie (FLAM) (cf. *ML* n° 823) cette manifestation a été l'occasion pour ces organisations de réaffirmer leurs revendications : la libération des prisonniers politiques (rappelons que 200 d'entre-eux ont été sauvagement exécutés en ce début de mois d'avril) ; des droits égaux pour toutes les ethnies mauritaniennes ; la tenue d'une conférence nationale et, enfin ; l'abolition du régime, qualifié par les manifestants de « chauvin et raciste ». La Fédération anarchiste était représentée. Il est à signaler, à ce propos, qu'elle était la seule organisation hexagonale présente dans le cortège !

A.D.

« ART ET ANARCHIE »

L'art et Radio-Libertaire

« Art et anarchie » avec Radio-Libertaire

L'expo-vente au CRIME
(33, rue de Charonne, Paris 11^e)
du 27 avril au 4 mai
Vernissage le 27 avril à 16 h.

avec des œuvres de :
Leijs, Aubert, Bouret, Kwost,
Putov, Till-Maria, Strubel,
Moreau, Kurbrajec, Mayeras,
Butti, Shandor, Kliaving,
Midnight & Stress, Koller,
Livartowski, Cabu, Freestone,
Les-Rats-Totem, With, Zeimert,
Dassonval, Majera, Lemant,
Beguïn, Resame, Thomas-
Roudeix, Teneze, Trumel,
Poupeville, Surface-Active,
Pilar, Clément, Saban, Starck,
Wender, Hastaire, Bernard,
Bonnier, Gatar, Moro,
Bignolais, Decock, Karavousi,
Lakeridou, M.L.F. Mengui,
Crestou, Gausso, Bhavsar,
Schalk, Bertalau; Lung, Zunino,
Castoldi, Perrot, Yanckel, Dray,
A. Robert, Attali, De Lavau,
Parre, Chabot, Schurder,
Tammam, Bazas, Dragan,
Pontet, Reinaldo, Al Paul,
Goyeneche.
La revue « Plages ».

Colloque à l'AGECA
(177, rue de Charonne, Paris 11^e)
le 4 mai, de 14 h à 19 h.

avec :
Roger Dadoun (écrivain), Pietro
Ferrua (CIRA de Lausanne),
Yves Guerre (théâtre de
l'Opprimé), Pierre Souchart
(revue « Artension »), Gérard
Bignolais (sculpteur), André
Massin (graphiste), Nicole
Crestou (sculpteur), Jean Stark
(peintre), René Strubel (peintre),
Henri Schurder (peintre),
Christian Zeimert (peintre),
Michel Ragon (écrivain), Thierry
Maricourt (écrivain), Hervé
Tringui (TLP-Dejazet), André
Robert (peintre), André Chabot
(plasticien), Jacques Bouche-
Mullet (philosophe),
Théophile (poète),
Jean-Claude Richard (éditeur),
Jacques Vallet (écrivain),
Alain Jouffroy (critique d'art),
Julien Blaine (poète),
Al Paul (artiste)
et Gaetano Manfredonia
(historien).

L'HISTOIRE, nous la bâtissons
chaque jour et cependant devant
chaque geste créatif ou militant,
nous éprouvons comme une impression
d'unicité. Complexe est l'Homme, la
création et les rapports qu'ils entretiennent.
Nous devons chaque jour résister,
pour éviter le pillage culturel et l'abus
médiatique. Nous le faisons
avec nos mains ; cela se traduit par des
actes artistiques ou nos pratiques mili-
tantes. Art et anarchie sont deux compa-
gnons intimement liés par leurs produc-
tions, qui sont symboles de liberté, de
lutttes et d'espoir. Nous ne pouvons nous
satisfaire de comparaisons qui quelque
fois paraissent un peu simplistes. Aussi,
à l'occasion des dix ans de Radio-
Libertaire nous essaierons de faire le
point de ces actes, des « faire » artis-
tiques, qui ne se compromettent pas, et
ne sont pas prédefinis. Ce sera le
moment de faire le point sur un certain
nombre de relations qu'ont entretenues
les anarchistes et les artistes.
Conflictuelle ou symbiotique, celles-ci
seront explorées. Elles le seront sûre-
ment avec des imperfections, car militant
de la Fédération anarchiste, je me suis
intéressé en priorité aux relations des

artistes avec cette organisation et ses
structures. Même si la FA est la plus
importante des organisations anar-
chistes françaises, il n'est pas exclu que
d'autres relations existent. Nous nous
intéresserons aussi à des artistes qui
dans leur pratiques défendent l'idée
d'indépendance, d'intransigeance, de

libertés subsistent, et cela même en
période de crise. L'artiste est le dernier
refuge d'une société en crise, malade,
où les individus n'existent plus, où ceux-
ci vivent par procuration. Dans ces
conditions, l'artiste peut-il imposer son
authenticité ? Ce colloque clôturera
l'exposition de soutien à Radio-
Libertaire, la troisième. L'exposition mar-
quera l'attachement des artistes à notre
station et, pour certains, à nos idéaux. Je
pense que ce colloque et cette expo-
sition marqueront la maturité des liens qui
unissent la Fédération anarchiste et cer-
tains créateurs. Je n'aurais pu organiser
ces manifestations sans le concours de
mes compagnons parisiens du groupe
« La Vache Folle ». A « La Vache Folle »
nous démontrons que l'anarchie, l'art, la
musique et la philosophie peuvent coha-
biter.

« Comme l'écrivait Courbet (...)
"le pouvoir est incompetent en
matière d'art". L'idée même
d'autorité ne peut cohabiter
avec le désir de créer, alors
il faut combattre chaque jour
pour que toutes les libertés
subsistent... »

recherche permanente, un refus de
l'autorité et cela sans a priori esthétique.
S'il nous est impossible d'affirmer que
tous les grands créateurs font référence
à l'anarchie, nous pouvons affirmer,
comme l'écrivait G. Courbet, que « le
pouvoir est incompetent en matière d'art ».
L'idée même d'autorité ne peut cohabiter
avec le désir de créer, alors il nous faut
combattre chaque jour pour que toutes

Je tiens au nom du secrétariat de
Radio-Libertaire à remercier fraternelle-
ment tous les artistes qui offrent une ou
plusieurs de leurs productions, les parti-
cipants au colloque, Denis pour l'affiche,
Jean pour le carton, Henri pour les
affiches ainsi que les amis du CRIME, qui
nous accueillent cette année encore.
André Robert (gr. La Vache Folle)

SOUSCRIPTION

« Diffusion de la création
contemporaine » lance une souscrip-
tion pour faire paraître les actes du
colloque « Art et anarchie »
(ouvrage de 320 pages, format 14x20,
avec 30 illustrations noir et blanc,
éditions du Monde Libertaire), qui est
organisé à l'occasion des 10 ans de
Radio-Libertaire. Prix : 110 F (prix de
vente public : 130 F). Parution en
novembre 1991.
Les chèques sont à libeller à l'ordre
de « Diffusion de la création
contemporaine » et à adresser à DCC,
BP 12, 13671 Aubagne cedex.

21 avril 1991,
15 h,
33, rue des Vignes, Paris 20^e
gala du « Combat syndicaliste »
avec Eutexie (jazz rock)
et Macha (blues russe).

Safrat, un éditeur pas comme les autres...

Ça fait maintenant quelques années que
Vincent Safrat bourlingue avec sa peti-
te maison d'édition, qui se distingue
des autres par l'originalité et l'impertinence
de sa production. Jugez-en par vous-même
(si ce n'est déjà fait), sur les titres que je vous
cite : *Le Pen, sa vie, son œuvre...* avec
Cabu, Loup, Siné, Berroyer... *Elections, à
tous les coups on perd...* avec Gédé,
Wolinski, Reiser... Mais Safrat ne fait pas
que dans la satire politique, il a édité de nom-
breux recueils de nouvelles (Marc Vilar,
Topor...) et il a même une collection d'auteurs
classiques (Flaubert, Maupassant...) dont il a
ressorti des textes oubliés. L'électisme de
ses goûts avec comme voie conductrice
l'écriture et le graphisme se retrouve
d'ailleurs dans ses deux dernières produc-
tions (1).

Poètes en prison, tout d'abord. Un recueil
de textes inspirés par un séjour en prison
d'auteurs tels que Verlaine, Villon, Wilde,
Sade, Musset, Cervantes, Dostoïevski,

Le TLP Déjazet, Diapason 427 et Tremplin présentent

ECLAT DE VERS

Par la peinture des mots, la magie des sons, le mariage entre
Rock et Poésie, Eclat de Vers ressemble à une fresque haute
en couleur, parsemée d'images...
Enfin du Rock impressionniste!

SOUSCRIPTION OFFICIELLE DE L'ÉCRITURE

Chaque titre CARNEYVALLO - Gilette - ALBA - CERAZZO - Bata - LUTIN - THOMAS - Chèque - PIANO - VERDINI - Sautin - FANTAS - DORNOVO

JEAN-LOUIS BLAIRE

Blues, Rock, tout lui est bon pour exprimer son spleen,
ses colères violentes et ses attendrissements... (Lucien Rioux)

Chèque Alain Vares - Bata - JUD - PARAS - Chèque - FANTAS - THOMAS - Chèque - PIANO - VERDINI - Sautin - FANTAS - DORNOVO

FRANCIS LALANNE

TLP
41 bd du Temple, PARIS 75001
Même République
42-74-20-50

Lundi 29 Avril 91
à 20h30

TLP-Dejazet,
41, bd du Temple,
75003 Paris
(place de la République)

MOURON...
le clown-cantatrice.
à 20 h 30.
Jusqu'au 20 avril.

Réservations au TLP,
tél. : 42.74.20.50

JOYET & ROL MOPS
Vendredi 19 avril,
21 h 30,
au « Pain, Roses
et chansons »,
40, rue des Vignes,
94230 Cachan.

reste délibérément moderne. Wilde, qui était
un mondain, déclarera à sa libération :
« dorénavant, pour moi, le vice suprême est
d'être superficiel ». La prison marque comme
un fer rouge et sa description au travers des
diverses époques auxquelles ont vécu les
auteurs, non seulement est une idée origina-
le mais témoigne aussi d'un intérêt scienti-
fique. Quand une telle réflexion est recueillie
et rédigée par de grandes plumes de la litté-
rature, on comprend qu'on a avec ce livre un
objet unique et précieux.

Beaucoup plus actuels, les *Faits divers*
illustrés par Siné témoignent avec un humour
corrosif et... tragique de ces petits faits de
société apparemment anodins, qui démon-
trent le dysfonctionnement d'une société
malade. Ces faits divers et parfois atroces ne
sont pas le fruit du hasard, ils découlent le
plus souvent de la bêtise humaine crasse-
ment et sciemment cultivée.

J.-F. Lympham

(1) Ces productions sont en vente à la librairie du
Monde Libertaire : *Poètes en prison*, 162 pages
(prix : 75 F) ; *Faits divers* (69 F). Les chèques sont
à libeller à l'ordre de Publico. Les commandes
directes ou l'obtention du catalogue se font chez
Safrat, 63, boulevard de la Gribellette, 91390
Morsang-sur-Orge.

TEMOIGNAGE

« Retour au mazet de Raiol » de Anne et Henri Dalgou

Après *Le Mazet de Raiol* et *Le
Rancho de Don Manuel* (déjà chroni-
qués dans ces colonnes), Anne et
Henri Dalgou ont pu, grâce aux
concours d'amis proches, nous offrir
la lecture du *Retour au mazet de
Raiol* (1). Et c'est heureux, car nous
avons maintenant une véritable trilo-
gie, le panorama de la vie des auteurs
qui ont acquis et défendus les valeurs
qui sont communes aux libertaires.

Ce nouveau volume nous permet,
donc, de suivre la dernière partie des
souvenirs et anecdotes qui ont fait le
quotidien des auteurs. Retirés dans
un village du Gard, ils relatent aussi
bien leurs rencontres avec des per-
sonnages rares, des situations diffi-
ciles ou plus cocasses, et les grands
événements qui ont fait l'histoire,
leur histoire.

Et tout ceci écrit avec simplicité et
optimisme, avec une grande ouvertu-
re d'esprit et une culture étonnante
(surtout si l'on tient compte du fait
que les auteurs sont autodidactes).

L'un des objectifs avoués de Anne et
Henri Dalgou était de faire connaître
à travers leur œuvre la pensée et
l'humanisme anarchistes aux pro-

fanés de notre idéal. C'est pourquoi, il
est aisé de conseiller la lecture de ce
livre et des deux autres. Même si l'on
peut exprimer des réserves sur cer-
tains points soulevés dans ces lignes,
cet ouvrage n'est pas un bréviaire ou
un catéchisme. Il se veut l'exposé des
faits, des interrogations et des
réflexions qui ont émaillé la vie de
nos amis. Et si cela provoque l'amorce
d'un débat, entre lecteurs et auteurs,
croyez bien que Anne et Henri
Dalgou en seront enchantés...

A la lecture de ce dernier ouvrage
où sont évoqués l'esperanto, l'apicul-
ture, la mort, l'Espagne de 1936, le
lecteur a véritablement l'impression
d'avoir fait un bout de chemin avec
les amis Dalgou. Alors que pouvons-
nous leur souhaiter d'autre que de
voir, un jour prochain, un quatrième
ouvrage chroniqué dans ces mêmes
colonnes du *Monde libertaire* ?

Daniel
(gr. Henri-Marius du Gard)

(1) Cet ouvrage de 263 pages est dispo-
nible contre 100 francs (port compris) chez
Anne et Henri Dalgou, Saint-Laurent-la-
Verrière, 30330 Connaux.

Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)

Samedi 20 avril
— « La Chronique syndicale » (11 h 30 - 14 h 30) : les infirmières
de Thonon en grève pour des effectifs supplémentaires et dossier
DOM-TOM.
— « BDDA et cie » (18 h - 19 h 30) : émission BD.
— « Y'en a pas un sur cent » (19 h 30 - 21 h) : Marcel, de l'Union
des anarchistes.

Mardi 23 avril
— « Blues en liberté » (10 h - 12 h) : le Chicago blues dans les
années 30.

RENDEZ-VOUS

AURILLAC

Une liaison de la Fédération anarchiste existe à Aurillac. Les personnes intéressées peuvent nous contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

LILLE

Suite à la restructuration du Centre culturel libertaire Benoit-Brouchoux (CCL), celui-ci est désormais géré par une vingtaine d'adhérents individuels et quatre organisations : CNT-AIT, groupes et militants FA, l'association gay « Les Flamands roses », et l'AZADEL (association zairoise).
Quant à la « Voix sans maître » (tous les vendredis de 20 h 30 à 22 h sur Radio-Campus - 91.4), elle est planifiée de la façon suivante :
- 1^{er} vendredi du mois : « Les Flamands roses » ;
- 2^e vendredi : la CNT-AIT ;
- 3^e vendredi : l'AZADEL ;
- 4^e et 5^e vendredi : FA ou CCL.
Bien sûr, un temps d'antenne reste consacré chaque semaine aux activités spécifiques du CCL. De même, les « Flamands roses » conservent leur chronique hebdomadaire de 21 h 45 à 22 h...

LYON

Les groupes Kronstadt et Dejacque organisent une conférence-débat : « IVG et contraception, les acquis menacés », avec Hélène Hernandez, le samedi 20 avril, à 15 h, à la librairie La Plume Noire, 15, rue Rivet, La Croix-Rousse, 69001 Lyon.

SAINT-ETIENNE

Le groupe Nestor-Makhno organise une conférence-débat : « IVG et contraception, les acquis menacés », avec Hélène Hernandez, le 19 avril, à 20 h, à la faculté de Lettres de Saint-Etienne, salle SR 2.

NANCY

Le groupe Jean-Roger-Caussimon peut être contacté lors de la vente du Monde libertaire, qui se tient tous les dimanches à partir de 11 h sur le marché de Vandœuvre.

PARUTIONS

ENVELOPPE

Radio-Libertaire vient d'éditer des enveloppes (format : 11X22) dotées du logo conçu pour les dix ans de la radio. Prix : 1,50 F l'unité, 1,30 F au dessus de 10 et 1 F au dessus de 100. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

AFFICHE

Avec le retour des feux de l'actualité sur les problèmes des villes et de l'immigration, le groupe Cafiero encourage les bonnes volontés militantes dans ce domaine. Il solde à moitié prix son affiche « Contre les ghettos et les machos, entraide contre la galère du racisme », qui est illustrée par des fillettes turques dansant dans une salle d'école française. Couleur : noir et rouge. Moyen format. Prix : 0,70 F au-dessus de 10, 1 F au-dessus de 50 et 2,50 F l'unité. Chèques à libeller à l'ordre de Publico.

AUTOCOLLANT

Le « A » cerclé rouge sur fond noir qu'édite le groupe Région-toulonnaise est à nouveau disponible. Prix : 2,30F l'unité (port compris), à partir de 25 exemplaires commandés. Chèques à l'ordre de Nappi. CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

AVORTEMENT

Un droit en danger

Le droit à la contraception n'est pas seulement remis en cause en Pologne par un projet de loi visant à interdire pilule et stérilet. En France même, ce droit subit de sévères attaques.

Si la levée de l'interdiction de « toute publicité commerciale concernant les contraceptifs » (1) peut être considérée comme une avancée, il ne faudrait pas que ce soit l'arbre en fleurs qui cache la forêt sombre. En effet, non seulement, cela n'ouvre pas automatiquement les mannes de l'information - l'information étant de loin préférable à la publicité quand on veut choisir une contraception adaptée à son âge, à son mode de relations sexuelles -, mais les entraves posées, aujourd'hui, contre ce droit s'accroissent.

Les conséquences du transfert de certaines responsabilités sanitaires et sociales aux Conseils généraux sont désastreuses en ce qui concerne les centres de planification et d'éducation familiale. Dans de nombreux départements, des décisions de restrictions budgétaires s'appliquent entraînant réduction des heures d'ouverture, non renouvellement et non recrutement du personnel, parfois même transfert des subventions de fonctionnement vers des organisations comme le CLER (Centre de liaison d'éducation et de recherche) très lié au courant intégriste traditionaliste. Insidieusement donc, ces restrictions limitent la possibilité d'accès gratuit et anonyme

pour les mineurs à des moyens contraceptifs.

Quant aux établissements d'information alimentés par des crédits d'Etat, le taux dérisoire de 26 francs par heure de fonctionnement n'a pas été réévalué depuis 5 ans, ce qui remet en cause aujourd'hui leur survie. Là encore, ce sont les jeunes qui sont pénalisés puisqu'ils constituent 67% de la demande d'information sur la contraception (2).

Une histoire de remboursement

Outre ces difficultés croissantes dans l'application de la loi Neuwirth, les laboratoires jouent un jeu très dangereux pour ce droit. Délibérément, ils ne présentent pas les nouvelles pilules au conventionnement Sécurité sociale. Le remboursement est alors retenu si le produit pharmaceutique présente un « plus » par rapport à ce qui existe déjà sur le marché mais il impose un conventionnement sur le tarif. Les laboratoires ne prennent pas ce risque : ils fixent un prix à 25, 30, voire 40 francs pour une plaquette mensuelle alors que tout conventionnement de remboursement établirait le tarif à hauteur de 10 francs. Juteux donc, d'autant que les demandes des femmes s'axent vers les nouveaux produits, « conseillés » par des médecins sensibles aux pres-

sions de ces mêmes laboratoires. De plus, si d'autres pilules ne sont plus remboursables c'est que les laboratoires augmentent le prix - parfois légitimement - et qu'automatiquement le remboursement tombe, comme pour n'importe quel médicament, comme pour n'importe quel produit, comme pour n'importe quel médicament. Mais curieusement là, les laboratoires ne se précipitent pas pour rechercher le remboursement.

Quant au stérilet, le remboursement actuel correspond au prix d'il y a dix ans, mais plus à celui d'aujourd'hui : le décalage varie entre 130 et 300 francs, que les femmes doivent déboursier. Du côté de la contraception masculine, si les recherches ont avancé, aucune méthode n'est valablement commercialisée.

Recul d'un côté, point mort de l'autre. Encore quelque temps, et il ne restera plus qu'une pilule (trop dosée) et qu'un stérilet (peut-être inconfortable) remboursés totalement ou partiellement. Certains continueront à dire que la contraception est libre et gratuite, à l'image des montures de lunettes de la Sécurité sociale.

L.N. (gr Pierre-Besnard)

- (1) L'article de la loi Neuwirth a été abrogé fin 1990.
- (2) Enquête du Planning familial dans le document *Europe et Elles* de janvier 1990.

SOMMAIRE

PAGE 1 : France... terre d'asile ?, Sectes : l'heure de la contre-attaque (suite p. 2), Editorial.
PAGE 2 : Sectes : l'heure de la contre-attaque (suite de la Une).
PAGE 3 : Education : les réformes réclamées arrivent, A l'Est la presse !, En bref.
PAGE 4 : La pression populaire abat la Poll Tax, La manifestation du 23 mars, le coup de Trafalgar.
PAGE 5 : URSS : La grève des mineurs, Infos bulgares.
PAGE 6 : Michelin se dégonfle, Manifestation de solidarité avec le peuple mauritanien, L'Equipe expulsée, Nouvelles de l'Est parisien.
PAGE 7 : L'art et radio-Libertaire, Safrat... un éditeur pas comme les autres, « Retour au mazet de Raiol » de Anne et Henri Dalgon, Sélection R-L...
PAGE 8 : Avortement : un droit en danger, Croisés contre l'avortement à Clamart, Rassemblement de solidarité avec les femmes polonaises à Paris, Infos FA.

FORUM...

à partir de l'ouvrage de Gérard de Sélvs, « Médias mensonges » Samedi 20 avril, à 16 h 30, au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

« Médias mensonges », Gérard de Sélvs, éd. EPO, 98 F.

A L'OCCASION DE LA VISITE DE WALESA

Rassemblement de solidarité avec les femmes polonaises à Paris

Lech Walesa a fait son petit tour d'Europe de l'Ouest avec son bâton de pèlerin, venu quémander une coopération économique auprès des chefs d'entreprises et de gouvernements. L'ouvrier de Gdansk apprend le dur métier de président de la République. Solidarnosc est bien loin...

Mais la solidarité entre femmes était bien présente ce mardi 9 avril devant l'église polonaise, à quelques pas de l'Elysée. A l'appel de la coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (25 organisations, dont le MFPP, l'« Appel des 250 », divers associations féministes, la CNT, le CRC, le SUD mais aussi la FA et la LCR), près de 200 femmes et quelques hommes se rassemblaient au 263, rue Saint Honoré avec banderoles, panneaux, tracts. Au cours de son séjour en France, ces manifestants voulaient rappeler à Walesa qu'« avortement, contraception [ni Eglise ni Etat], c'est aux femmes de décider ». Les Polonaises n'étaient-elles pas descendues dans les rues de Varsovie en octobre 1990 aux cris de « Il n'y a pas de liberté avec Solidarité », « A bas les curés », « La dictature noire (celle des curés) est pire que la rouge » ?

En effet, Walesa soutient les projets de lois portés par l'Eglise, qui visent à criminaliser l'avortement et à interdire pilule et stérilet. Il est aussi celui qui porte, au revers, l'icône de la vierge noire de Czestochowa (haut-lieu de pèlerinage entre Wroclaw et Cracovie), qui commença chaque journée par une messe, qui monte à la tribune du CNPF, par exemple,

accompagné de son aumônier privé.

Ce mardi, donc, le rassemblement féministe ne passait pas inaperçu rue Saint-Honoré. D'autant, qu'en plus de la presse, une trentaine de jeunes militants de Chrétienté-Solidarité (2) était venue au rendez-vous. Relativement agressifs devant ces femmes qui les bravaient, ils cherchèrent à descendre la banderole de la coordination, si bien qu'un peloton de CRS s'interposa. Les insultes fusèrent : « salopes », « assassins », suivis de catineries.

Quel spectacle ! D'un côté, des jeunes, raides dans leur costard gris, implorant le ciel ; de l'autre, un gai attroupement, coloré et remuant, jouant au ballon avec quelques préservatifs gonflés (2), scandant à tue-tête leur solidarité avec les femmes polonaises, avec les femmes du monde entier ; et au milieu les CRS tournant le dos aux intégristes, imperceptibles, protégeant qui ?

Sans appel public, basée sur les réseaux de contacts militants féministes, syndicaux et politiques, seule cette initiative s'avéra réussie. N'étaient-elles pas qu'une quinzaine de femmes devant l'ambassade des Etats-Unis, lors de la journée internationale de mobilisation pour le droit à l'avortement, alors que les commandos sévissaient aux Etats-Unis ?

L.N.

- (1) Chrétienté-Solidarité, de Romain Marie, plus intégriste (plus fasciste ?) que Mgr Lefebvre ! Solidarité n'est pas, là, la traduction de Solidarnosc.
- (2) Un des manifestants proposa même des préservatifs aux CRS.

OPERATION « RESCUE »

Croisés contre l'avortement à Clamart

Centre IVG de l'hôpital Antoine-Béclère à Clamart (92), vendredi 12 avril, 7 h 30. Un commando de 25 personnes fait irruption dans le service. La femme de ménage, seule présente, s'enfuit. En effet, ces fanatiques de Rescue avec en tête Claire Fontana, enceinte de sept mois de son septième gosse, barricadent les portes et s'enchaînent au bloc de gynécologie avec de solides anti-vols de moto.

Les agents de sécurité de l'hôpital et la police arrivés sur les lieux pour les déloger, il faudra faire appel à des ouvriers hospitaliers pour tronçonner les cadenas. Pendant toute leur évacuation, sur la pelouse devant le service vers 9 h, puis dans les fourgons vers 10 h, ces sinistres individus n'opposèrent aucune résistance, se contentant de marmonner prêches et litanies.

Ils ont compris que détruire du matériel, stériliser certains produits (abortifs, notamment la pilule RU 486), ou menacer avec virulence les femmes venues dans le service IVG (1) risquaient à terme de constituer des chefs d'inculpation et de les traîner devant les tribunaux. Rappelons, qu'à ce jour, seule la plainte déposée par le directeur de l'hôpital Broussais à Paris, suite à l'action commando du 8 février 1991, est arrivée au Parquet ; toutes les autres ont purement et simplement été classées. Il est vrai que depuis décembre 1990 un certain nombre de ministres se sont enfin réveillés pour réaffirmer que la loi sur le droit à l'avortement devait être appliquée.

Là, le directeur de l'hôpital Béclère devrait aussi porter plainte ; les organisations syndicales présentes à l'hôpital se sont engagées à suivre cela de près.

Un photographe prévenu la veille était sur les lieux ; quant aux journalistes de FR3 et M6 ils sont arrivés une heure après l'opération.

La coordination des associations pour le droit à la contraception et à l'avortement n'a pu intervenir préventivement comme dans le cas de la clinique Labrousse, le 8 décembre 1990.

Un rassemblement de solidarité envers les femmes polonaises, une action commando anti-IVG en riposte : les intégristes reprennent du poil de la bête. Attention, danger ! Il est urgent de réagir.

L.N.

(1) A Béclère, aucune menace n'a été proférée. L'activité du service n'a finalement guère été perturbée.